

✘ En exil depuis 35 ans, l'opposant Haytham Manna, responsable à l'étranger du Comité de Coordination nationale pour le changement démocratique (opposition syrienne non armée), s'oppose avec force à toute intervention étrangère contre son pays.

LE VIF.BE : L'utilisation d'armes chimiques en Syrie pourrait amener les Occidentaux à « punir » le régime. Qu'en pensez-vous ?

HAYTHAM MANNA : Je suis totalement contre, tout comme la coordination que je dirige. Cela ne fera que renforcer le régime. Ensuite, une intervention risque d'attiser encore plus la violence, d'ajouter de la destruction à la destruction et de démanteler un peu plus la capacité de dialogue politique. Le régime est le premier responsable car il a choisi l'option militaro-sécuritaire. Mais comment peut-on parler de guerre contre le terrorisme et donner un coup de main à des extrémistes affiliés à Al Qaeda ?

Les Occidentaux choisissent la mauvaise option, selon vous ?

Depuis le début, c'est une succession d'erreurs politiques. Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont poussé les parties à se radicaliser. Ils n'ont pas empêché le départ de djihadistes vers la Syrie et ont attendu très longtemps avant d'évoquer ce phénomène. Où est la démocratie dans tout ce projet qui vise la destruction de la Syrie ? Et pensez-vous que ce soit la morale qui les guide ? Lors du massacre d'Halabja [commis par les forces de Saddam Hussein en 1988], ils ont fermé les yeux. Je m'étonne aussi de voir que les victimes d'armes chimiques sont bien davantage prises en considération que les 100 000 morts qu'on a déjà dénombrés depuis le début du conflit.

Qui est responsable du dernier massacre à l'arme chimique ?

Je n'ai pas encore de certitude mais nos informations ne concordent pas avec celles du président Hollande. On parle de milliers de victimes, alors que nous disposons d'une liste de moins de 500 noms. On est donc dans la propagande, la guerre psychologique, et certainement pas dans la vérité. Ensuite, les armes chimiques utilisées étaient artisanales. Vous pensez vraiment que l'armée loyaliste, surmilitarisée, a besoin de cela ? Enfin, des vidéos et des photos ont été mises sur Internet avant le début des attaques. Or ce matériel sert de preuve pour les Américains !

Pensez-vous qu'une partie au conflit a voulu provoquer les Occidentaux à intervenir ?

C'est un coup monté. On sait que les armes chimiques ont déjà été utilisées par Al Qaeda. Or l'Armée syrienne libre et les groupes liés à Al Qaeda mènent en commun 80% de leurs opérations au nord. Il y a un mois, Ahmad Jarba [qui coordonne l'opposition armée] prétendait qu'il allait changer le rapport de forces sur le terrain. Or c'est l'inverse qui s'est produit, l'armée loyaliste a repris du terrain. Seule une intervention directe pourrait donc aider les rebelles à s'en sortir... Alors, attendons. Si c'est Al Qaeda le responsable, il faudra le dire haut et fort. Si c'est le régime, il faudra obtenir une résolution à l'ONU. Et ne pas laisser deux ou trois pays fédérer leurs amis, pas tous recommandables d'ailleurs.

Entre Occidentaux et Russes, quelle position vous semble la plus cohérente ?

Les Russes sont les plus cohérents car ils travaillent sérieusement pour les négociations de Genève 2 [sensées mettre autour d'une même table le régime et les opposants]. Les Américains ont triché. Deux ou trois fois, ils se sont retirés, au moment où s'opérait un rapprochement.

Une solution politique est-elle encore possible ?

Tout est possible mais cela dépendra surtout des Américains. Les Français se contentent de suivre. Une solution politique est la seule qui permettra de sauver la Syrie. Mais l'opposition armée ne parvient pas à se mettre d'accord sur une délégation.

Que deviendra Bachar al Assad?

Il ne va pas rester. Si les négociations aboutissent, elles mèneront de facto à un régime parlementaire. Si du moins on accepte de respecter le texte de base de Genève 2 qui est le meilleur texte, avec par-dessus un compromis international. Mais laissez-moi dire ceci : quand on parle de massacres des minorités, et que le président fait partie d'une minorité, comment peut-on lui demander de se retirer ou ne pas se retirer ? Aujourd'hui, la politique occidentale a renforcé sa position de défenseur de l'unité syrienne et des minorités. Cela dit, personne ne pourra revendiquer de victoire : la violence est devenue tellement aveugle qu'il faudrait vraiment un front élargi de l'opposition et du régime pour en venir à bout.

Propos recueillis par François Janne d'Othée / [LE VIF.BE](#)